

## Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA

### Bulletin d'information de l'Unité chargée de la mise en œuvre du programme

Avril/mai 2007

Voici le premier numéro du Bulletin d'information sur le CI que l'Unité chargée de la mise en œuvre du programme (UMOP) du CI entend désormais établir chaque mois à l'intention de la communauté du CI. Sa présentation et son contenu - qui sont à ce stade très expérimentaux - évolueront en fonction de vos observations et l'UMOP espère inclure à l'avenir les renseignements communiqués par toutes les parties prenantes. Nous encourageons en particulier les PMA bénéficiaires à nous fournir des contributions sur les faits nouveaux survenus en rapport avec le CI, que nous ferons figurer dans le Bulletin d'information. Veuillez noter que le Bulletin d'information met l'accent sur les faits *nouveaux* plutôt que sur l'évaluation des activités du CI dans les pays ou à Genève. Outre le Bulletin d'information, deux autres circuits de communication seront mis en place. L'évaluation des progrès réalisés dans les pays bénéficiaires du CI se fera séparément, en dehors du Bulletin, et sera affichée sur le site Web et régulièrement mise à jour. Le partage des données d'expérience et des meilleures pratiques entre les Points Focaux, d'une part, et les Donateurs Facilitateurs, d'autre part, se fera par un système de courrier électronique lancé par l'UMOP avec la distribution de ce bulletin. Trois circuits complémentaires et distincts visent tous à améliorer les flux d'informations sur l'évolution du CI parmi toutes les parties prenantes. Le Bulletin d'information relève de la seule responsabilité de l'Unité chargée de la mise en œuvre du programme.

---

Principales informations: **Recommandations adoptées le 1<sup>er</sup> mai 2007 pour rendre opérationnel le Cadre intégré renforcé – De la transition à la mise en œuvre:** à leurs réunions du 1<sup>er</sup> mai 2007, le Groupe de travail du Cadre intégré (GTIC) et le Comité directeur du Cadre intégré (CDCI) – les organes directeurs du Cadre intégré (CI) – ont adopté un ensemble de recommandations pour passer à la phase de mise en œuvre du Cadre intégré renforcé (CIR). Cette série de recommandations était le fruit de 19 mois d'efforts intenses de la part de l'équipe de transition et de ses trois groupes, qui avaient été mis sur pied pour rendre opérationnelles les recommandations de l'Équipe spéciale du Cadre intégré renforcé (WT/IFSC/W/15). Il y a lieu de rappeler que les Ministres étaient convenus, à la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong, en 2005, de renforcer le CI sur la base de trois éléments spécifiques: i) un financement accru, prévisible et additionnel pour la mise en œuvre de matrices d'action; ii) le renforcement des capacités à l'intérieur des pays pour assurer la gestion, la mise en œuvre et le suivi du processus du Cadre intégré; et iii) l'amélioration de la direction du Cadre intégré.

L'ensemble des recommandations adoptées par les organes directeurs du CI le 1<sup>er</sup> mai 2007 contient une compilation des documents de travail établissant les mandats et les procédures d'accès aux fonds des organes constitutifs du CIR. Les recommandations incluent aussi, entre autres choses, une feuille de route indiquant les prochaines étapes à parcourir pour assurer une transition harmonieuse du CI actuel à sa version renforcée. Les travaux se poursuivent pour choisir le gestionnaire du nouveau Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré renforcé, recruter le directeur exécutif du nouveau secrétariat du CIR et reconstituer le Fonds d'affectation spéciale.

Une rencontre formelle, à laquelle assisteront des participants de haut niveau, devrait avoir lieu en juillet 2007 pour maquer le lancement du CIR.

---

#### *Principales activités par pays*

Le Malawi, le Lesotho, l'Ouganda et le Rwanda ont accueilli la première mission du CI réalisée par l'UMOP, du 27 mars au 20 avril 2007

### Renseignements par pays

Au **Malawi**, le Ministère de l'industrie, du commerce et du développement du secteur privé s'est engagé à mettre en œuvre le Cadre intégré, au niveau tant politique que technique. Les autorités ont mis en place des arrangements de mise en œuvre effective au niveau national et s'emploient actuellement à établir/consolider le cadre institutionnel de l'unité nationale de mise en œuvre. Le Ministère réalise également des progrès sur le plan de l'intégration du commerce. Un atelier sur l'intégration du commerce a d'ailleurs eu lieu le 28 mars pour présenter les conclusions préliminaires découlant des consultations sectorielles et pour faire des recommandations concernant les prochaines étapes à suivre pour intégrer le commerce.

La revitalisation du Cadre intégré s'accélère au **Lesotho**. Un coordonnateur du CI, engagé dans le cadre d'un projet du guichet II du Fonds d'affectation spéciale pour le CI, a pris ses fonctions le 30 mars 2007.

L'**Ouganda** a validé l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC) en octobre 2006. Conjointement avec les organismes gouvernementaux clés et le secteur privé, le Point Focal a élaboré une matrice d'action hiérarchisée qui a fait l'objet de discussions à la réunion du Comité directeur national en avril 2007. La préparation du premier projet du guichet II a débuté durant la mission qui a coïncidé avec une mission de la CNUCED (voir plus loin). Pour donner suite à la mission, le Point Focal du CI pour l'Ouganda, M. Peter Elimu Elyetu (responsable du commerce extérieur, Ministère du tourisme, du commerce et de l'industrie) a rencontré une nouvelle fois des représentants de l'UMOP pendant sa visite à Genève pour poursuivre les travaux sur la proposition de projet au titre du guichet II.

Le **Rwanda** est en train de mettre en place un secrétariat du CI pour appuyer le Point Focal, et le gouvernement intègre avec succès le commerce dans sa stratégie pour le développement économique et la lutte contre la pauvreté (la SDELP, qui sert de document de stratégie à cet égard pour le Rwanda, sera finalisée en mai 2007).

### L'Ouganda a accueilli une mission de la CNUCED du 10 au 13 avril 2007

L'**Ouganda** est l'un des pays pilotes choisis pour l'initiative de la CNUCED sur l'intégration du commerce dans le contexte du Cadre intégré. Cette mission avait pour but de faire le point sur l'intégration du commerce en Ouganda et sur la nécessité de renforcer les capacités pour faire avancer le processus. Les membres de la mission ont constaté que le gouvernement ougandais savait qu'il devait réussir à intégrer le commerce dans le Plan d'action ougandais pour l'éradication de la pauvreté (PEAP) afin de créer un environnement propice et d'aider le secteur privé à saisir l'occasion de mieux s'intégrer dans l'économie mondiale et de contribuer à la lutte contre la pauvreté. Certains progrès ont été accomplis sur le plan de l'intégration du commerce dans le dernier PEAP 2004/05-2007/08, et deux stratégies sectorielles connexes (Stratégie sur la compétitivité et le climat d'investissement 2006-2010 et Politiques commerciale et industrielle, mises au point parallèlement à l'EDIC) ont été élaborées. Cependant, une plus grande intégration du commerce est prévue pour la prochaine révision du PEAP. Il faut prioritairement adopter des mesures permettant de réduire le coût des activités commerciales des exportateurs et souligner la nécessité de développer les infrastructures pour les commerçants. La mission exploratoire de la CNUCED sera suivie d'activités spécifiques de renforcement des capacités.

### La **Zambie**, **Madagascar** et le **Malawi** ont accueilli une mission du CI organisée par la Banque mondiale, du 9 au 22 avril 2007

### Renseignements par pays

En **Zambie**, la mission a contribué au renforcement des capacités pour analyser les répercussions économiques des réformes tarifaires sur le commerce, la production, les revenus et les conditions de

vie. Les membres de la mission ont aussi rencontré des représentants du gouvernement et des donateurs pour discuter des progrès accomplis dans le contexte du CI et des perspectives pour le CIR. La Finlande a assumé le rôle Donateur Facilitateur en février 2007 et aide actuellement le Ministère du commerce à élaborer une proposition sur le renforcement des capacités dans le domaine du commerce devant être financée par le guichet II. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) vient de terminer une étude sur le temps nécessaire pour la mainlevée des marchandises (proposée par la matrice d'action de l'EDIC), et y donnera suite en finançant un groupe de travail sur la gestion des frontières chargé d'analyser les tâches des organes présents aux frontières et de trouver des façons de réduire les engagements aux postes de douane.

À **Madagascar**, les membres de la mission ont discuté avec des représentants du gouvernement et des donateurs des progrès effectués dans le contexte du CI, notamment de cinq études réalisées en vertu du guichet II pour aider le gouvernement à élaborer une stratégie d'exportation. Un atelier de validation de ces cinq études devrait avoir lieu en juin 2007, et un atelier sur la stratégie d'exportation devrait être organisé dans le courant de cette année. Le gouvernement prévoit d'évaluer le potentiel d'exportation de Madagascar. Cette évaluation sera effectuée par le CCI et financée par le guichet II. Un fonds d'affectation spéciale à donateurs multiples sera disponible plus tard dans l'année. Parmi les projets susceptibles d'être financés par ce fonds, on retrouve des analyses additionnelles sur les chaînes d'approvisionnement des litchis et des pommes de terre, l'établissement d'une unité de promotion des exportations ainsi qu'une étude diagnostique sur le système des normes existant à Madagascar.

Au **Malawi**, les membres de la mission ont rencontré des représentants du gouvernement pour discuter des progrès accomplis dans le contexte du CI et des perspectives pour le CIR. Un certain nombre des projets financés sur le guichet II du CI sont en cours de finalisation et un projet soutenant le Bureau de normalisation est réorienté de façon à élaborer une législation en matière de normalisation et à promouvoir la mise en conformité. Le Ministère de l'industrie, du commerce et du développement du secteur privé met actuellement sur pied un site Web (aperçu à l'adresse [www.trade.gov.mw](http://www.trade.gov.mw)), une section étant consacrée au Cadre intégré (sous la rubrique "Donor Support"). Le Département du développement international du Royaume-Uni envisage d'appuyer l'établissement d'une unité nationale de mise en œuvre dans le cadre d'une étude pilote pour encourager l'adoption des meilleures pratiques.

Les Îles Salomon ont accueilli une mission de sensibilisation au CI organisée par le PNUD et la CNUCED du 11 au 14 avril 2007

***Prochaines activités (à titre indicatif):***

Mission principale sur l'EDIC, **Comores**, du 10 au 24 mai 2007

Atelier de validation d'EDIC, **Angola**, 14 juin 2007

Atelier de validation de cinq études du Cadre intégré, **Madagascar**, juin 2007

Atelier de validation d'EDIC, **Burkina Faso**, juin 2007

---

***Principales activités à Genève: Sensibilisation***

Visite de la mission du Lesotho: dans le cadre de la visite qu'ils ont effectuée à Genève fin avril, S.E. M. Popane Lebesa, Ministre du commerce, de l'industrie, des coopératives et de la commercialisation du Royaume du Lesotho, et S.E. M. Mothae Anthony Maruping, Ambassadeur du Royaume du Lesotho, ont reçu des informations concernant le Cadre intégré renforcé. Au début de mai, M. D.M. Rantekoa, Secrétaire principal du Ministère, est venu à Genève où on lui a également communiqué des informations à cet égard.

Visite de la mission du **Cambodge**: S.E. M. Sorasak Pan, Secrétaire d'État et Point Focal du CI au Ministère du commerce du Royaume du Cambodge, et venu à Genève fin avril. Il a participé à l'une des réunions sur le renforcement du CI et a été mis au courant du CIR. Il a fait part des progrès accomplis dans la mise à jour de l'EDIC et dans la coordination de la mise en œuvre de l'assistance technique liée au commerce.

Visite de la mission du **Mali**: le Point Focal du CI, M. Mohamed Toure (Directeur du commerce au Ministère du commerce du Mali), et M. Mohamed Sidibe (coordonnateur de projet à l'Unité du CI du Mali) sont venus à Genève au début de mai 2007. Ils ont participé à la réunion du CDCI susmentionnée et ont reçu des informations concernant le CIR. Ils ont fait part des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la matrice des actions du CI et dans l'intégration du commerce au Mali.

Visite de la mission du **Soudan**: M. Mohamed Ali Dingle, Point Focal du CI et conseiller à la Commission des questions relatives à l'OMC du gouvernement d'unité nationale du Soudan, et M. John Pan Paguir, point de contact pour le CI dans le Sud-Soudan et Sous-Secrétaire par intérim au Ministère du commerce et de l'approvisionnement du gouvernement du Sud-Soudan, sont venus à Genève du 8 au 11 mai 2007 dans le cadre d'une mission de familiarisation au CI parrainée par le CCI. La délégation a rencontré des représentants de tous les organes du Cadre intégré, y compris l'UMOP de l'OMC, et a fait part des progrès accomplis dans la finalisation de l'EDIC et de la stratégie d'éradication de la pauvreté.

Réunions sur le Cadre intégré durant la Semaine de Genève de l'OMC, en mai 2007: une séance d'information sur le Cadre intégré s'est tenue le mardi 8 mai 2007 pendant la Semaine de Genève (7-11 mai 2007). De nombreuses délégations de pays participant au CI ont rencontré des représentants de l'UMOP et d'autres parties prenantes basées à Genève pour échanger des renseignements à jour sur le processus du CI dans les pays. Les Points Focaux du CI rencontrés ont été les suivants: M. Dieudonné Ouefio (Directeur général au Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises de la **République Centrafricaine**), M. Amadou Soumana Gouro (Secrétaire général au Ministère du commerce, de l'industrie et de la normalisation du **Niger**), Mme Elisangela Goncalves Salvaterra (Directrice du Département du commerce du Ministère de l'économie de **Sao Tomé-et-Principe**), Mme Beatrice Dove-Edvin (Directrice du Département de la politique économique, de la planification et de la recherche au Ministère du commerce et de l'industrie de la **Sierra Leone**, accompagnée de M. Ahmed Tejan Kabba, Premier Secrétaire de l'ambassade de Sierra Leone à Bruxelles), M. Abdulla Thawfeeq (Directeur adjoint de la Division de la politique commerciale internationale au Ministère du développement économique et du commerce des **Maldives**, accompagné de Mme Azmiralda Zahir (juriste au Bureau du Procureur général); M. Bertrand Khanyizira (Premier Secrétaire à la Section économique de l'ambassade du **Malawi** à Bruxelles) et Mme Khemmani Pholsena (Point Focal du CI et Directrice générale du Département de la politique du commerce extérieur du Ministère de l'industrie et du commerce, **République démocratique populaire lao**).

*Prochaines activités:*

Mission du **Burkina Faso**, 22-24 mai 2007

Réunions du Conseil intérimaire du CI les 23 mai et 1<sup>er</sup> juin 2007.

---

### *Autres informations sur le CI*

Nouveaux venus au Cadre intégré: au cours des premiers mois de 2007, le **Cap-Vert**, les **Comores**, les **Îles Salomon** et **Vanuatu** ont fait l'objet d'exams techniques positifs leur permettant de passer à la phase suivante du Cadre intégré, à savoir l'élaboration de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce.

Examens techniques à venir: dans le courant du printemps ou de l'été 2007, des examens techniques seront effectués/auront été achevés pour l'*Afghanistan*, la *Guinée équatoriale*, *Haïti*, le *Libéria*, la *République démocratique du Congo*, le *Timor-Leste* et le *Togo*.

L'Unité de mise en œuvre du programme du Cadre intégré (UMOP pour le CI) est devenue opérationnelle en 2007. D'après son mandat, l'UMOP est chargée de fournir des conseils et un appui en matière de coordination et de suivi à tous les PMA du CI à chaque stade du processus du CI, depuis la première demande de participation au processus jusqu'à la pleine mise en œuvre de l'EDIC et de la Matrice des actions. Par ses travaux, l'UMOP doit contribuer à atteindre les objectifs du CI, en particulier en améliorant la capacité des PMA participant au CI de s'intégrer effectivement dans les programmes nationaux de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté ainsi qu'en améliorant leur capacité de mettre en œuvre les recommandations figurant dans la Matrice d'assistance technique de l'EDIC. Ce faisant, l'UMOP s'efforcera de conseiller les PMA participant au CI sur les meilleures pratiques afin d'obtenir un soutien pour les différents éléments de la Matrice des actions. Le mandat de l'UMOP consiste en partie à favoriser la communication entre les donateurs, les PMA et les institutions et à mener des activités de communication et de sensibilisation.

Vous avez besoin de nos services? Veuillez vous mettre en rapport avec:

*Christiane Kraus* (coordonnatrice en chef), courrier électronique: [christiane.kraus@wto.org](mailto:christiane.kraus@wto.org),  
téléphone: +41-22-739 6577; fax: +41-22-739 6635

*Sari Laaksonen* (coordinatrice adjointe), courrier électronique: [sari.laaksonen@wto.org](mailto:sari.laaksonen@wto.org); téléphone:  
+41-22-739 6136; fax: +41-22-739 6635.

*Des nouvelles du processus du CI dans votre pays? Veuillez transmettre par courriel à Christiane ou à Sari les renseignements pertinents avant le 16 juin 2007 pour le prochain bulletin d'information.*

---